

Des acteurs aux cultures différentes

Entretien avec Virginie Diaz Pedregal*

Le commerce équitable fait intervenir divers mondes militants, qui ont développé des visions du monde et des choix stratégiques quelquefois très différents. S'interroger sur les conditions d'une harmonisation suppose de revenir sur les fondements de ces différences.

Les tensions qui traversent le monde du commerce équitable sont-elles selon vous simplement dues à des différences de stratégie, ou renvoient-elles à des clivages idéologiques plus profonds ?

Je pense que ces tensions renvoient à des clivages idéologiques profonds, dans la mesure où chaque acteur (organisation du commerce équitable, groupement de producteur, certificateur, vendeur...) défend sa propre vision du commerce équitable. Ces visions reposent sur des conceptions de la justice différentes. Certains s'attachent à défendre un commerce équitable avant tout axé sur la réponse aux besoins matériels des producteurs du Sud, d'autres veulent un commerce égalitaire pour les producteurs du Nord et du Sud, incluant également les transporteurs et distributeurs, d'autres encore pensent que le commerce équitable doit d'abord être efficace pour espérer être juste. Ces critères de justice (besoin, égalité, efficacité...), définis par le philosophe américain Jon Elster dans d'autres contextes, justifient des pratiques et des discours radicalement divergents, voire antagonistes. C'est pourquoi les tentatives de conciliation entre ces multiples représentations et mises en œuvre du commerce équitable se soldent souvent par un échec.

Qu'en est-il des espaces de discussion entre les différents acteurs de la filière : sont-ils formalisés et structurés ?

Face à la divergence des pratiques et à la multiplication des acteurs, des espaces d'échange et de concertation se sont développés à partir des années 1990 en Europe et en Amérique du Nord. Leur objectif est de parvenir à des accords sur l'harmonisation des critères de certification des produits, de coordonner les mécanismes de soutien et de contrôle aux organisations du Sud, d'orchestrer l'action de chacun auprès des instances politiques... Ces espaces sont aujourd'hui formalisés et structurés. Au niveau international, on peut par exemple citer la fédération des importateurs européens de commerce équitable EFTA, le réseau des magasins européens de commerce équitable NEWS!, l'organisation de labellisation du commerce équitable FLO et la fédération internationale pour le commerce alternatif IFAT. Ces quatre structures se sont regroupées au sein du réseau FINE (acronyme de ses

* Chargée d'études et de recherche à la direction scientifique du GRET, une association de solidarité et de coopération internationale.

membres). En France, la plate-forme française pour le commerce équitable (PFCE) et l'association Minga jouent un rôle similaire.

Le succès du thème dans l'espace public pourrait-il conduire à une unification des pratiques et des discours ?

Les divergences de pratiques et de discours entre les acteurs sont réelles. Nous l'avons vu, elles renvoient à des clivages idéologiques profonds. Si le succès du commerce équitable dans l'espace public et la création d'instances de discussion vont dans le sens du dialogue et de la coordination entre les intervenants de la filière, ils me semblent insuffisants pour parvenir à une unification totale des façons de faire et de penser le commerce équitable. Cela peut dérouter le consommateur, confronté lors de son achat à des labels et des appellations de commerce équitable multiples, dont il est peu familier. Pour les praticiens du commerce équitable, l'enjeu est là : comment rester fidèle à sa vision du commerce équitable, tout en rassurant le consommateur sur le sérieux de son approche. Néanmoins, les notions de « bonne certification », « juste prix », « échange équitable » doivent constamment être questionnées. Ce n'est pas forcément un mal. Le commerce équitable est pluriel, fait d'individualités, ouvert à la diversité et à la complexité.